



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

DOCUMENTS 67468  
**FILB COPY**

NO TO BE TAKEN OUT



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.8/29  
19 avril 1982

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion de la Conférence  
des ministres

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)

27-30 avril 1982

**EXAMEN PRELIMINAIRE DES TRAVAUX CONSACRES A LA FORMULATION D'UN**  
**CODE DE CONDUITE POUR LES SOCIETES**  
**TRANSNATIONALES**

Note du secrétariat de la CEA

TPL/041

## Introduction

1. Les travaux consacrés à l'élaboration d'un code de conduite pour les sociétés transnationales ont été entrepris conformément aux dispositions des résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1er mai 1974 contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3362 (S-VII) du 16 décembre 1975 sur le développement de la coopération économique internationale et 35/56 du 5 décembre 1981 contenant la Stratégie internationale du développement pour La troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, dans lesquelles l'Assemblée générale des Nations Unies souligne notamment la nécessité de réglementer les activités des sociétés transnationales et de formuler, adopter et mettre en oeuvre un code de conduite pour les sociétés transnationales 1/.

2. Par la suite, le Conseil économique et social a, dans sa résolution 180 (LXI) accordé un rang de priorité élevé au code et créé un Groupe de travail intergouvernemental sur un code de conduite dont la tâche principale consiste à élaborer un projet de code de conduite qui sera soumis au Conseil pour examen 2/.

---

1/ Les débats consacrés par le Groupe de travail intergouvernemental sur un code de conduite à la définition d'une "société transnationale" n'ont pas encore abouti mais il est prévu qu'une telle définition sera présentée à la Commission des sociétés transnationales lors de sa huitième session qui se tiendra à Manille (Philippines) en septembre 1982.

2/ On trouvera d'autres références aux travaux consacrés à l'élaboration du code de conduite dans les rapports d'autres organes du système des Nations Unies relatifs aux sociétés transnationales, en particulier dans l'"Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives" adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution A/RES/35/63, dans la "Déclaration tripartite de principes concernant les entreprises multinationales et la politique sociale" adoptée par le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (OIT), dans le "Code international de conduite sur le transfert de technologie" de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), dans la résolution 2041 (LXI) du Conseil économique et social portant création d'un Groupe de travail intergouvernemental sur les problèmes des pratiques de corruption et le Comité chargé d'étudier la question des paiements illicites, ainsi que dans la résolution 1979/44 portant création du Groupe intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et d'établissement des rapports.

L'objet de cette note est d'exposer, à l'intention de la Conférence, les progrès réalisés en ce qui concerne l'application de la décennie susmentionnée 3/.

Objectifs du code

3. L'objectif fondamental du code, qui est conforme aux dispositions du Plan d'action de Lagos, est de fournir un cadre internationalement reconnu dans lequel les pays peuvent prendre des mesures en vue de réglementer et de contrôler les activités des sociétés transnationales. Cet objectif se fonde sur plusieurs principes dont notamment les suivants :

- i) La contribution à l'instauration du nouvel ordre économique international ainsi qu'à l'autonomie individuelle et collective des pays en développement;
- ii) La nécessité de réaffirmer que les sociétés transnationales doivent respecter la souveraineté, la juridiction, la législation et les dispositions réglementaires nationales des pays hôtes dans lesquels elles exercent leurs activités et le droit des Etats d'adopter des mesures réglementaires en vue de contrôler les activités de sociétés transnationales 4/;

---

3/ La Commission des sociétés transnationales assistée du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (UNCTC) est l'organe qui, au sein du système des Nations Unies, est chargé des questions relatives aux sociétés transnationales. En Afrique, le groupe mixte CEA/UNCTC est responsable de l'élément régional des travaux de la Commission. Les pays suivants sont membres de la Commission : Algérie, Allemagne (République fédérale d'), Argentine, Brésil, Canada, Chine, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Guinée, Inde, Iran, Iraq, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kenya, Mexique, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Somalie, Suède, Suisse, Swaziland, Thaïlande, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie et Zaïre (document E/1981/49; E/C.10/92).

4/ Voir résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

- iii) La nécessité de prévenir toute collaboration des sociétés transnationales avec le régime raciste d'apartheid de l'Afrique du Sud et la poursuite de son occupation illégale de la Namibie 5/;
- iv) La nécessité de veiller à ce que les activités des sociétés transnationales soient conformes et contribuent de façon positive aux objectifs de développement et aux priorités des pays dans lesquels elles exercent leurs activités;
- v) La nécessité de contribuer au renforcement du pouvoir et de la position de négociation des pays en développement avec les sociétés transnationales de façon à optimiser les avantages qu'ils peuvent tirer de la présence de ces sociétés tout en minimisant leurs effets néfastes 6/.

#### Conséquences du code pour l'Afrique

4. Toutes les conséquences que le code de conduite aura pour les pays africains seront évaluées lorsque le texte définitif du projet de code sera présenté. Pour l'instant, il est utile de faire observer que le code doit être considéré dans le contexte de la préoccupation exprimée par les pays africains dans le Plan d'action de Lagos à propos du fait que les efforts de développement au cours des trois dernières décennies sont restés bien en deçà des espoirs formulés et que ces efforts devraient être intensifiés en vue de réaliser un taux de croissance plus élevé grâce aux ressources et à la technologie produites sur place en dehors de toute influence de facteurs extérieurs, y compris les sociétés transnationales. Cette préoccupation tient au fait que l'on s'est rendu compte de la position dominante que les sociétés transnationales occupent dans des secteurs économiques clés, y compris l'exploitation et l'utilisation des ressources naturelles. Le rôle des sociétés transnationales

5/ Voir résolutions 35/206 F de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1980, relative au rôle des sociétés transnationales en Afrique du Sud et 35/227 A de l'Assemblée générale, en date du 6 mars 1981, relative à la situation en Namibie résultant de l'occupation illégale du Territoire par l'Afrique du Sud, ainsi que la résolution 301 (1971) du Conseil de sécurité, en date du 20 octobre 1971, dans laquelle le Conseil demande aux Etats de s'abstenir de nouer des relations économiques avec l'Afrique du Sud en ce qui concerne la Namibie et déclare que les droits, titres ou contrats accordés à des particuliers ou à des sociétés par l'Afrique du Sud après l'expiration du mandat ne sont pas sujets à la protection ou à l'approbation de leurs Etats d'origine en ce qui concerne les revendications qui pourraient être faites par un futur gouvernement légal de la Namibie.

6/ Voir Organisation des Nations Unies, Rapport de la septième session de la Commission des sociétés transnationales (E/1981/39; E/C.10/92), supplément no. 9, 1981.

est de mobiliser, d'allouer et d'utiliser des capitaux et la mesure dans laquelle les activités de ces sociétés influent sur le processus de développement de l'Afrique et les possibilités de mettre en oeuvre le Plan d'action de Lagos doit être pleinement reconnue et évaluée 7/.

5. Par ailleurs, les problèmes liés à l'achat, au transfert et à l'acquisition de technologie ainsi que la mise en place commune de moyens locaux en matière de technique et de gestion doivent être considérés globalement grâce à un mécanisme reconnu au sein du système des Nations Unies. D'autres questions qui intéressent l'Afrique à propos du code concernent la balance des paiements, la fixation de prix de transfert et les transferts d'une société à une autre, l'impôt sur les sociétés, les pratiques commerciales restrictives et illicites, la protection de l'environnement et la communication de renseignements aux gouvernements par les sociétés transnationales.

6. On ne peut trop souligner l'utilité du code de conduite pour les sociétés transnationales du point de vue des pays africains. Tout d'abord, l'Afrique regroupe le plus grand nombre de petits pays et des pays les moins avancés. Bon nombre de pays africains, y compris les pays les plus avancés sur le plan économique, ne disposent pas des techniques nécessaires pour organiser de façon efficace des négociations avec les sociétés transnationales 8/. Le code de conduite renforcera le pouvoir collectif de négociation des pays africains en développement. En conséquence tout porte à croire que les pays africains tireront profit du code envisagé si celui-ci est convenablement conçu et appliqué.

#### Suivi

7. Le secrétariat de la CEA accorde un rang de priorité élevé aux travaux consacrés à l'élaboration du code et se propose de suivre de très près les progrès réalisés en la matière 9/. Le rapport du Groupe de travail intergouvernemental sur un code de conduite ainsi que le projet de code seront présentés à la Commission des sociétés transnationales lors de sa huitième session qui se tiendra à Manille (Philippines) en septembre 1982. Un rapport complet sur le code ainsi qu'une évaluation de ses conséquences pour les pays africains seront présentés à la Conférence des ministres lors de sa prochaine réunion qui se tiendra en avril 1983.

---

1/ Voir également les résolutions 1721 (LIII), 1908 (LVII) et 1913 (LVII) du Conseil économique et social relatives aux effets des sociétés transnationales sur le processus de développement et les relations internationales.

8/ Contrairement à un certain nombre de pays d'Asie et d'Amérique latine (par exemple, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil et le Mexique) qui ont pris un certain nombre de mesures pour contrôler les activités des sociétés transnationales, la majorité des pays africains n'ont pas encore pris les dispositions dans ce sens.

9/ Le programme de travail et l'ordre de priorité de la CEA pour 1982-1983 prévoit une Etude sur le renforcement du pouvoir de négociation des Etats membres vis-à-vis des sociétés transnationales et un Séminaire sur les conditions et les problèmes d'application d'un code de conduite du point de vue des pays africains.